
Espagne : des organisations espagnoles quittent le FSC

Des organisations espagnoles réclament depuis plus d'un an, sans résultat, l'annulation de la certification de « gestion forestière responsable » délivrée par le FSC à la filiale de l'entreprise de pâte ENCE (Norfor). En juin 2005, l'« Asociación pola defensa da Ria », membre de la Fédération écologiste galicienne (FEG) a adressé à la délégation du FSC en Espagne une demande urgente d'annulation de la certification en question (<http://www.wrm.org.uy/actores/FSC/cancelacionNORFOR.pdf>), accompagnée d'un rapport critique à ce sujet (<http://www.wrm.org.uy/actores/FSC/informeNORFOR.pdf>). En outre, elle demandait que le rapport soit envoyé à l'organisme central du FSC et que celui-ci entreprenne une révision des autres processus de certification menés dans le monde, avec la possibilité d'en exclure la société de certification SGS.

En l'absence de réponse du FSC, et considérant que la légitimité de la certification FSC provient essentiellement de la présence de groupes écologistes dans son sein, l'assemblée de la Fédération écologiste galicienne, réunie le 20 mai de cette année, a décidé le retrait de la fédération du groupe national d'appui du FSC en Espagne, et demandé aux autres groupes écologistes espagnols d'en faire autant (voir http://www.wrm.org.uy/actores/FSC/Solicitud_Gallegos.html).

L'organisation exprime son inquiétude face à l'expansion alarmante des grandes monocultures d'arbres (en particulier, de celles d'eucalyptus pour la fabrication de pâte à papier), qui provoquent la dégradation des sols, la diminution rapide de la diversité biologique et la disparition ou la paupérisation des communautés rurales. Elle estime, en outre, que la certification du FSC est « l'un des instruments dont les entreprises se servent pour obtenir des licences et du soutien économique, ainsi que pour affermir leur situation sur le marché ». Devant cette situation, la Fédération écologiste galicienne déclare que « l'appui du mouvement écologiste au label FSC ne peut pas être un chèque en blanc, et il n'a de sens que dans la mesure où, derrière chaque certification, il y aura une gestion forestière dont on puisse raisonnablement affirmer qu'elle est 'environnementalement responsable, socialement bénéfique et économiquement viable', ce qui est aujourd'hui très loin d'être vrai ».